



Assemblée générale Conseil de sécurité

Distr. générale
11 septembre 2012
Français
Original : anglais

Commission de consolidation de la paix

Sixième session

Comité d'organisation

Compte rendu analytique de la 1^{re} séance

Tenue au Siège, à New York, le lundi 30 janvier 2012, à 10 heures

Président : M. Gasana..... (Rwanda)
Puis : M. Momen..... (Bangladesh)

Sommaire

Adoption de l'ordre du jour

Projet de rapport de la Commission de consolidation de la paix sur les travaux
de sa cinquième session

Élection du Président et des autres membres du Bureau

Le présent compte rendu est sujet à rectifications. Celles-ci doivent porter la signature d'un membre de la délégation intéressée et être adressées, *dans un délai d'une semaine à compter de la date de publication*, au Chef de la Section d'édition des documents officiels, bureau DC2-750, 2 United Nations Plaza, et également être portées sur un exemplaire du compte rendu.

Les rectifications seront publiées après la clôture de la session, dans un fascicule distinct pour chaque commission.

12-21672X (F)



Merçi de recycler



La séance est ouverte à 10 h 30.

Adoption de l'ordre du jour (PCB/6/OC/1)

1. *L'ordre du jour est adopté.*

Projet de rapport de la Commission de consolidation de la paix sur les travaux de sa cinquième session (PBC/5/OC/L.1)

2. **Le Président** rappelle que le texte du projet de rapport de la Commission de consolidation de la paix sur les travaux de sa cinquième session (PBC/5/OC/L.1) a déjà été provisoirement approuvé par le Comité d'organisation lors des consultations informelles du 19 décembre 2011, dans l'attente de sa traduction dans toutes les langues officielles. Le Président déclare qu'il présume que le Comité est prêt à adopter le projet de rapport.

3. *Il en est ainsi décidé.*

Élection du Président et des autres membres du Bureau

4. **Le Président** déclare qu'il croit comprendre que le Comité est prêt à élire le nouveau président et le vice-président de la Commission de consolidation de la paix, et que, compte tenu des consultations antérieures auprès des membres du Comité, du Groupe des États d'Asie et du Pacifique, et du Groupe des États d'Europe orientale, il est convenu que le Président et le vice-président appartiendront au Groupe des États d'Europe orientale en 2012, et au Groupe des États d'Asie et du Pacifique en 2013, et que la procédure de sélection du Président et du vice-président de la Commission ainsi que des présidents des formations par pays, et du Groupe de travail sur les enseignements de l'expérience aura lieu au cours de la sixième session de la Commission.

5. *Il en est ainsi décidé.*

6. *M. Momen (Bangladesh) est élu par acclamation Président pour un mandat d'un an jusqu'au 31 décembre 2012.*

7. *M. Vilović (Croatie) est élu par acclamation Vice-Président pour un mandat d'un an jusqu'au 31 décembre 2012.*

8. **Le Président** déclare qu'étant donné le contexte particulier de cette année l'élection des présidents des formations par pays, et du Groupe de travail sur les

enseignements de l'expérience se tiendra ultérieurement. S'il n'y a aucune objection, il considère que le Comité désire prolonger le mandat des autres membres de la Commission jusqu'au 6 février 2012.

9. *Il en est ainsi décidé.*

Déclaration du Président sortant

10. **Le Président** félicite le nouveau Président et le vice-président et leur souhaite le succès dans leurs entreprises.

11. La feuille de route a fourni en 2011 un cadre solide à la mise en œuvre des recommandations émanant de la révision de 2010 du dispositif de consolidation de la paix des Nations Unies, et l'on a progressé en direction d'un certain nombre d'objectifs fixés par la Commission en 2011. Afin de garantir une appropriation nationale effective, il a débuté son mandat en rencontrant les représentants permanents des pays inscrits à l'ordre du jour de la Commission pour les impliquer plus pleinement dans les questions politiques de la Commission à long terme, et il insiste sur le fait qu'ils doivent être invités à assister à toutes les réunions du Comité d'organisation et à certaines du groupe de la présidence. Il encourage les représentants de ces pays à se montrer proactifs et à combler le fossé qui existe entre la Commission et leurs capitales.

12. En 2011, le Groupe de travail sur les enseignements de l'expérience et les formations par pays ont lancé des débats sur les modalités de travail, les approches et les partenariats afin de renforcer la mobilisation des ressources. Ces débats approfondis, ainsi que la nouvelle approche adoptée par la Commission et le Fonds pour la consolidation de la paix – comprenant l'élaboration d'un plan prioritaire élargi pour le Libéria lié à la déclaration d'engagements mutuels – représente une étape importante dans la bonne direction.

13. Le Groupe de la présidence a visité la Banque africaine de développement (BAD) à Tunis le 11 Novembre 2011 afin d'approfondir la collaboration entre la Commission et la banque, et d'explorer les moyens de soutenir conjointement les priorités de consolidation de la paix dans les pays inscrits à l'ordre du jour de la Commission. Après quelques minutes de consultation, on détaillait les domaines potentiels de collaboration, y compris la mobilisation des ressources et de plaider, le dialogue politique sur les questions

critiques de consolidation de la paix, l'emploi des jeunes et la complémentarité des financements entre le Fonds pour la consolidation de la paix et la banque. Suite à cette visite, le Bureau d'appui à la consolidation de la paix a développé un plan de travail avec la banque dans chacun de ces domaines. Le président de la banque est convaincu que la Commission peut aider la banque à poursuivre son ordre du jour non seulement dans les six pays inscrits à l'ordre du jour de la Commission, mais également dans le continent dans son ensemble. La mobilisation des ressources est l'un des plus grands défis de la Commission, et elle doit saisir l'occasion de travailler plus étroitement avec la banque et avec la Banque mondiale, qui ont toutes deux mis en place des unités spécialisées et des fonds pour les pays sortant d'un conflit. Il espère que la Commission est également en mesure d'établir des partenariats avec d'autres institutions financières régionales.

14. En ce qui concerne la coordination et la cohérence, la Commission, guidée par la feuille de route et l'esprit de l'examen de 2010, a intensifié son interaction avec les acteurs clés à l'intérieur et à l'extérieur du système des Nations Unies, y compris le Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD), le Département des affaires politiques et le Département des opérations de maintien de la paix. Les présidents des configurations de pays ont été invités aux réunions des groupes de travail intégrés pour les pays respectifs inscrits à l'ordre du jour de la Commission et le groupe des présidents a rencontré, pour la première fois, le Groupe de haut niveau chargé des questions de consolidation de la paix en vue d'engager un dialogue sur une ample politique de consolidation de la paix. La participation de membres du Conseil d'administration de la Banque mondiale et le lancement du Rapport 2011 sur le développement dans le monde sous les auspices de la Commission représentent des étapes importantes vers la reconnaissance de la Commission en tant que plate-forme centrale des Nations Unies pour toutes les questions de politique liées à la consolidation de la paix.

15. En ce qui concerne la connaissance et le partage d'expérience, son propre gouvernement (le Rwanda), en collaboration avec la BAD et le Bureau d'appui à la consolidation de la paix, a convoqué une réunion de haut niveau sur la consolidation de la paix après les

conflits, en se concentrant sur l'expérience du Rwanda, à Kigali, les 8 et 9 Novembre 2011. Cet événement, auquel ont assisté les Présidents du Rwanda et du Burundi, le Premier ministre de Côte d'Ivoire, et de hauts dignitaires de quatre pays figurant à l'ordre du jour de la Commission (la République centrafricaine, la Guinée, la Guinée-Bissau et la Sierra Leone), Haïti, le Timor-Leste, le Soudan du Sud, l'Union africaine et la Banque mondiale, représente un effort d'innovation de la part de la Commission pour servir de plate-forme pour la promotion de l'échange d'expériences entre pays ayant connu des processus de consolidation de la paix et de l'État, et ceux engagés ou se lançant dans des processus similaires. La discussion a porté sur une appropriation et un leadership inclusifs, des approches novatrices pour la construction nationale et le développement socioéconomique, ainsi que sur l'utilisation stratégique de l'aide. Il existe un réel besoin pour nourrir une telle coopération par rapport à la consolidation de la paix entre pays du Sud, et il espère que l'examen en cours des capacités civiles postconflit examinera cet aspect de la coopération en matière de consolidation de la paix comme une question prioritaire.

16. Le 23 février 2011, la Guinée a été le premier pays sans mission des Nations Unies à être mise à l'ordre du jour de la Commission. L'initiative élargit l'objectif de potentiels candidats à l'inclusion dans ce programme et souligne également la question de l'appropriation nationale; la capacité de la Commission à proposer des formes flexibles d'engagement, de parvenir des résultats tangibles et de commencer à se désengager de certains pays dans lesquels elle a atteint ses objectifs aurait une incidence sur ses travaux futurs.

17. Enfin, le Comité d'organisation doit revoir les règlements et procédures de la Commission afin de veiller à ce que des mécanismes informels ad hoc, en particulier ceux relatifs à l'élection du Président de la Commission, soient formalisés. Sa propre élection est particulièrement significative pour son pays qui a connu l'un des pires conflits du siècle dernier, mais qui a néanmoins su s'engager dans la réconciliation, la reconstruction et le développement grâce à ses propres efforts et au soutien de la communauté internationale.

18. *M. Momen (Bangladesh) prend la présidence.*

Déclaration du nouveau Président

19. **Le Président** rappelle que son pays, le Bangladesh, est activement engagé dans les travaux de la Commission depuis sa création sous la forme d'arrangement institutionnel s'attaquant aux causes profondes des conflits afin de prévenir une rechute des pays sortant d'un conflit, et qu'il ferait tout son possible pour promouvoir ses objectifs.

20. Si la Commission a fait des progrès considérables, elle n'en est pas moins toujours confrontée à de nombreux défis. En 2011, environ 1,5 milliard de personnes dans près de 35 pays sortant d'un conflit vivait encore dans les zones touchées par la fragilité, les conflits, la violence criminelle organisée et les seigneurs de la guerre. À ce jour, aucun pays à faible revenu, fragile ou touché par un conflit n'a atteint l'un des objectifs du Millénaire pour le développement (OMD).

21. L'examen de 2010 a donné lieu à un certain nombre de recommandations, y compris en ce qui concerne le soutien au développement des capacités nationales, la mobilisation des ressources, l'alignement des acteurs clefs par rapport aux objectifs communs de consolidation de la paix, et l'adoption d'instruments d'engagement souples et adaptables.

22. Le Bangladesh a accédé à l'indépendance dans les années 1970 suite à une guerre qui a fait des millions de morts et a provoqué l'effondrement des infrastructures du pays. Son expérience rappelle que la focalisation d'une revitalisation économique sur l'emploi, le développement des infrastructures, la gestion des ressources naturelles, et l'amélioration de la loi et l'ordre et de la sécurité, sont des éléments essentiels pour parvenir à la paix durable dans les pays sortant d'un conflit. Faire progresser le programme mondial de consolidation de la paix demande une implication solide, un grand engagement, des efforts soutenus et ciblés, et un partenariat solide entre tous les acteurs principaux, y compris l'Organisation des Nations Unies et autres institutions pertinentes.

23. Au cours de son mandat, il s'efforcera de répondre autant que possible aux questions soulevées dans la feuille de route du Président pour les actions en 2012 et recevra avec plaisir les idées novatrices et constructives visant à atteindre l'objectif commun et collectif d'une paix durable dans les pays sortant d'un conflit.

24. **M^{me} Cheng-Hopkins** (Sous-Secrétaire générale chargée du Bureau d'appui à la consolidation de la paix) déclare que, grâce à l'appui des partenaires au sein du système des Nations Unies et en dehors, y compris les organisations non gouvernementales (ONG), le Bureau d'appui à la consolidation de la paix a été en mesure d'augmenter sa capacité pour fournir un appui substantiel à la Commission avec l'augmentation du nombre d'experts en ce qui concerne la réforme du secteur de la sécurité, la réconciliation nationale et de la gestion des ressources naturelles.

25. Le Président sortant a contribué à tisser des liens plus étroits entre la Commission de consolidation de la paix et de la BAD, comme il a été confirmé lors de la visite à Tunis, et à veiller à ce que les leçons tirées de l'expérience de la complexe et difficile consolidation de la paix au Rwanda soient partagées avec d'autres pays. La réunion de haut niveau de Kigali a mis en évidence des solutions possibles aux défis récurrents à la consolidation de la paix rencontrés par de nombreux pays inscrits à l'ordre du jour de la Commission, ainsi que le potentiel de partage d'expériences d'égal à égal.

26. Son bureau se réjouit de la direction du nouveau Président et se déclare prêt à le soutenir dans l'accomplissement de son mandat.

27. **M. Khan** (Indonésie) déclare que la Commission doit renforcer ses outils institutionnels, et en particulier ses règlements de procédure, dans un souci de clarté et d'efficacité. Le processus menant à l'élection du bureau pour 2012 a démontré la nécessité d'affiner le mécanisme d'élection du Président de la Commission. Afin d'être efficace et crédible, la Commission a besoin d'un leadership fort de la part du Bureau, et d'un engagement soutenu de la part des membres de la Commission et des présidents de toutes les configurations spécifiques à chaque pays.

28. **M. Dimri** (Inde) félicite le Comité d'organisation pour la résolution de la question de l'élection du Président par consensus, en laissant intactes les procédures de travail de la Commission, ainsi que les règles et les normes. Il espère que le Président nouvellement élu aidera à stimuler les synergies entre tous les organismes de consolidation de la paix des Nations Unies, y compris la Commission et les missions de consolidation de la paix, et les fonds. Il se félicite du dialogue et de la coopération avec toutes les parties prenantes, y compris les organisations régionales et les institutions financières internationales,

et il attend avec impatience un dialogue plus substantiel au sein du système des Nations Unies.

29. **M^{me} Jaraud-Darnault** (France) déclare que sa délégation se félicite de la solution consensuelle aux problèmes découlant de la procédure complexe pour l'élection du Président, qu'elle appuie fortement la nouvelle feuille de route de la Commission pour 2012, dont elle espérait qu'elle fût souple pour permettre à la Commission de s'adapter aux nouvelles situations. L'accent mis par la feuille de route sur l'amélioration de l'impact de la Commission sur le terrain est une composante essentielle de la consolidation de la paix et doit permettre de favoriser l'appropriation nationale et la mobilisation des ressources. Une relation plus forte doit être établie entre la Commission et d'autres organismes des Nations Unies et des entités internationales, en particulier dans le contexte du suivi du quatrième Forum de haut niveau sur l'efficacité de l'aide au développement qui s'est tenu en 2011.

30. **M^{me} Dunlop** (Brésil) déclare que les procédures pour l'élection du Président et du vice-président de la Commission et la rotation des groupes régionaux dans ce contexte doivent être clairement définies dès que possible; c'est pourquoi elle se félicite de l'inclusion de la question dans la feuille de route pour 2012. Son gouvernement continuera à soutenir les efforts de la Commission pour améliorer la stabilité et promouvoir le développement dans les pays inscrits à son ordre du jour.

31. **M. Vitrenko** (Ukraine) déclare que sa délégation se félicite également qu'une solution consensuelle à la question de l'élection du Président ait été trouvée et souligne que cette procédure doit être rationalisée prioritairement. Sa délégation est honorée de servir en tant que vice-président de la Commission et a fait tout son possible pour faire avancer l'ordre du jour de la consolidation de la paix, y compris en jetant les bases pour le premier événement conjoint de haut niveau de la Commission et du Conseil exécutif de la femme des Nations Unies. En tant que membre du Comité d'organisation en 2012, sa délégation ne ménagera aucun effort pour mettre en œuvre la feuille de route.

32. **M. Tagle** (Chili) déclare que les règles pour l'élection du Président doivent être affinées. Si la Commission a grandement progressé l'an dernier, il reste encore beaucoup à faire au Siège et sur le terrain, et une plus grande coordination avec les organes principaux des Nations Unies, tels que le Conseil de

sécurité, est nécessaire. Sa délégation appuie pleinement la feuille de route, qui doit être un outil dynamique et flexible.

33. **M. Jerandi** (Tunisie) déclare que la Commission est sur la bonne voie pour travailler en harmonie avec tous les organismes compétents des Nations Unies, et a beaucoup contribué aux efforts coordonnés de consolidation de la paix; le fait de mener des actions sur le terrain lui donne un avantage sur les autres les organes compétents. La Commission devrait commencer à réfléchir davantage à la prévention des conflits. La visite du Président sortant à la BAD à Tunis a favorisé le dialogue entre la Commission et son pays et sous-région, en particulier à la lumière des récents bouleversements dans la région.

34. **M. Escalante Hasbún** (El Salvador) déclare que la Commission doit saisir l'occasion d'agir comme passerelle pour les pays inscrits à son ordre du jour, reliant l'action sur le terrain et la coordination avec d'autres organismes des Nations Unies. Il convient avec la représentante de la France que la feuille de route doit être souple. L'assistance de la Commission doit être efficace, cohérente et ciblée; chaque délégation de la Commission doit tenir compte de ses obligations et du type d'assistance et de coopération qu'elle peut fournir, que ce soit en termes de fonds, de personnel ou de toute autre assistance. Son gouvernement est particulièrement intéressé par le renforcement de la coopération Sud-Sud. Une équipe avait été mise en place à San Salvador en vue de préparer des propositions spécifiques sur la façon dont son pays pourrait partager les leçons tirées de son propre processus de consolidation de la paix avec les pays inscrits à l'ordre du jour de la Commission.

35. **M. Yamazaki** (Japon) déclare que le groupe de travail sur les enseignements de l'expérience, que sa délégation a présidé, a examiné en profondeur les questions de consolidation de la paix de la mobilisation des ressources et de la revitalisation économique, et a introduit de nouveaux sujets de discussion, y compris le partenariat entre la Commission et le Conseil de sécurité. Sa délégation a souligné ces questions dans le groupe de travail sur les premiers résultats de la Présidence, documents ayant pour but de compléter les résumés de sa présidence. La Commission a un rôle important à jouer, et il est d'accord pour dire que davantage pourrait être fait pour améliorer ses procédures.

36. **M. Okafor** (Nigeria) déclare que le processus d'élection du Président actuel de la Commission reflète un intérêt croissant pour les travaux de la Commission et le rôle important qu'elle joue en aidant à construire une paix et un développement durables. Le processus électoral souligne également les principes directeurs d'inclusivité de la Commission et la nécessité de consultations.

37. **M. Viločić** (Croatie) remercie la Commission pour son élection en tant que vice-président. En sa qualité de représentant de la région d'Europe de l'Est, il ne ménagera aucun effort pour faire avancer les travaux de la Commission et de ses configurations spécifiques de pays.

La séance est levée à 11 h 45.